

# LE LIEN TERRITORIAL

## entre frontières et identités

Joël BONNEMAISON et Luc CAMBREZY

*Université Paris-Sorbonne - ORSTOM, Nairobi*

**Résumé :** L'idée de territoire fait, en géographie, l'objet d'un débat. Le mot est ambivalent et relève de représentations différentes, qui elles-mêmes expriment des éthiques différentes. Le territoire des Etats-nations repose sur une philosophie de la modernité tandis que celui des cultures renvoie aux identités, parfois à des patrimoines très anciens, dont les formes géographiques peuvent être très variables. Si la crise actuelle des territoires révèle une crise de civilisation et l'affrontement entre des visions contradictoires, le territoire apparaît en lui-même comme une donnée indépassable de l'expérience humaine.

**Mots-clé :** Territoire, région, nation, Etat, Afrique, Mexique, Océanie, identité, géosymbole, représentation, conflit, frontière, diaspora, global, local, postmoderne.

**Abstract :** *The notion of territory is the object of a debate among geographers. This ambivalent word refers to different representations, linked to different ethics. On the one hand, there are the territories of nations-states, based on a modern philosophy; on the other, there are the territories of nations-states, based on a modern philosophy; on the other, there are the territories of cultures, identities, sometimes heritage, with very different geographical forms. If the present crisis of territories reveals a crisis of civilisation and the clash of different perceptions, the territory itself is an unavoidable element of human experience.*

**Key-words :** *Territory, region, nation, Africa, Mexico, Oceania, identity, geosymbol, representation, conflict, frontier, diaspora, global, local, postmodern.*

Généralement défini comme un "espace approprié", le terme de territoire s'est formidablement banalisé. Galvaudé, parfois chargé de connotations passéistes, voire de soupçons, l'idée de territoire est souvent mal comprise. On emploie le mot par laxisme ou par commodité de langage dans le sens d'étendue, d'espace, de région appartenant à une nation ou de maille spatiale d'un carroyage politico-administratif. Cette imprécision de langage autorise une grande variété d'utilisations, depuis l'espace politique borné par des frontières dans lesquelles le pouvoir

prend à sa charge "l'aménagement du territoire", jusqu'à l'espace mouvant des peuples mobiles, fait de "routes et de lieux". Comme on le voit, le territoire peut être compris dans un sens fonctionnel – il y a une fonction sociale, économique et politique du territoire – comme il peut être considéré dans le sens plus large que lui accordent les représentations et les logiques culturelles.

### **L'ambivalence du lien territorial**

L'Etat moderne défend une certaine conception de l'espace et du temps. Les nécessités de gestion, d'administration et de contrôle politique du territoire conduisent à une vision ordonnée et géométrique où le monde se divise comme les pièces d'un puzzle. Tous les éléments s'ajustent, il n'y a ni flou, ni superposition. La représentation de l'espace est celle d'un plan continu, d'un support, divisé par les frontières du maillage politico-administratif. Tout individu est très précisément situé dans l'espace. Il appartient à une entité et pas à une autre, repéré dans un espace clos, un polygone fermé par des frontières. Il est dedans ou dehors et presque malgré lui, inscrit dans une classification binaire du monde.

Se différenciant de cette vision cartésienne de l'espace moderne, que Gilles Sautter (1985) a appelé dans un article profond "l'idéologie géographique", émerge une logique culturaliste ou si l'on préfère postmoderne, que la géométrie ne permet pas de mesurer et la cartographie encore moins de représenter. Dans cette seconde perspective, l'appartenance au territoire relève de la représentation, de l'identité culturelle et non plus de la position dans un polygone. Elle suppose des réseaux multiples, elle se réfère à des géosymboles plus qu'à des frontières, elle s'inscrit dans des lieux et des cheminements qui débordent les blocs d'espace homogène et continus de "l'idéologie géographique". Ces formes réticulées de l'espace seront peut-être la structuration dominante de l'espace de demain. Il s'ensuit que l'affrontement entre la logique de l'Etat-nation et celle de l'identité culturelle ne se réduit pas à un problème d'échelle différente ou de domination entre des partis de force inégale, comme on pourrait, par exemple, le penser pour le problème des minorités ethniques ou régionales. Plus profondément, il s'agit d'une contradiction entre des systèmes de valeur reflétant chacun des éthiques différentes du territoire.

Dans la représentation de la nation moderne, le territoire est souvent perçu comme un premier pas vers une organisation supérieure tendant à la mise en forme harmonieuse de l'universel, ou si l'on préfère, comme la première étape d'un processus d'internationalisation visant à élargir les mailles du système-Monde. Cette vision de la nation fut notamment celle de la Révolution française, mais comme l'histoire tragique des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècle l'a montré, cet espoir a été souvent

déçu. La dérive nationaliste représente un danger constant qui peut aboutir à un résultat diamétralement opposé, c'est-à-dire à l'exacerbation de la rivalité des nations, au totalitarisme, à l'impérialisme et finalement à "la guerre mondiale".

Dans la seconde perspective, le territoire est perçu comme un "espace culturel", un géosymbole garant de la vitalité des différences légitimes et par là, porteur de l'harmonie pluriculturelle de l'univers. Face au danger de nivellement mondial des cultures et de l'appauvrissement spirituel qui en résulterait, le territoire est considéré comme le lieu-fondateur des identités locales et le ressort secret de leur survie. Certes, cette vision peut donner lieu elle aussi à des dérives qui peuvent nourrir des affrontements sanglants, notamment "ethniques", mais elle signifie qu'en contrepartie, un monde qui oublierait trop vite le respect des peuples et de leurs territoires provoquerait encore plus sûrement l'éclatement, sous des formes exacerbées, des conflits nationaux ou inter-ethniques qu'il cherchait précisément à éviter.

Dans un monde qui se "globalise" le besoin d'appartenance à un territoire redonne paradoxalement vie et force à ce qu'on appelle aujourd'hui le "local". Des phénomènes géopolitiques très forts réapparaissent, comme la résurgence des nationalismes, ou l'émergence de phénomènes moins habituels, comme les fondamentalismes et intégrismes de toutes sortes. Tous, au-delà de leurs spécificités propres, comportent une dimension territoriale, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il y ait un retour impérieux à une *loi du territoire*, car en ce domaine, tout est affaire de représentations, de "culture" donc.

Il n'y a pas de fatalité géopolitique. Contrairement à ce que l'on pourrait penser de prime abord, ce ne sont pas tant les territoires, ou leurs frontières, qui sont à la source des problèmes géopolitiques majeurs d'aujourd'hui, mais bien plus souvent des problèmes d'identité historique mal vécus. Ils mènent droit à des guerres qui sont d'autant plus violentes que les problèmes ont été longtemps contenus, comme en témoignent les exemples de la Palestine, du Rwanda, du pays kurde, de la Tchétchénie ou de l'ex-Yougoslavie. Les adversaires, frères ennemis le plus souvent, se battent pour des territoires inscrits dans leur mémoire et leur imaginaire plus que pour des territoires réels. Ils sont moins motivés par "la faim d'espace" que par leur volonté d'affirmer une identité blessée et comme malade. C'est elle qui rend viscérale leur détermination et si difficile la recherche d'une solution raisonnable, alors qu'en d'autres circonstances un simple redécoupage territorial, à la façon des cantons suisses par exemple, l'aurait rendu possible.

Ce réveil des nationalismes et la multiplication des conflits ethniques ou religieux reposent, aujourd'hui, la question du territoire sous l'angle, que l'on a cru un peu trop vite disparu, de ses fondements culturels et géopolitiques. Les multiples modifications du tracé de frontières auxquelles nous assistons depuis 1989 amènent plus que jamais à reconsidérer la notion d'espace géographique, encore essentiellement présentée en termes d'économie spatiale et sans autre

attribut que sa valeur marchande exprimée en fonction de ses ressources naturelles ou de sa géométrie : position, superficie, localisation, distance. Cette vision "utilitariste", si elle est la seule considérée, conduit à une lecture réductrice des multiples conflits qui agitent notre planète.

Car, au-delà de la fonction qu'il assume, le territoire est d'abord une valeur. C'est l'écoumène au sens que lui donne Augustin Berque pour qui la relation de l'humanité à l'étendue terrestre est "par nature quelque chose d'éthique" (1996, 13). Pour la centaine de chercheurs et d'universitaires qui se sont réunis en colloque à la Sorbonne afin de débattre des territorialités, l'existence et même l'impérieuse nécessité pour toute société humaine d'établir un rapport fort, voire une relation spirituelle, à son espace de vie, semble clairement établie. Si ce rapport s'exprime par un marquage plus ou moins intense de l'espace, il transcende la seule "possession" matérielle d'une portion de la surface terrestre. La puissance du lien territorial révèle que l'espace est investi de valeurs non seulement matérielles mais aussi éthiques, spirituelles, symboliques et affectives. C'est ainsi que le territoire culturel précède le territoire politique et à plus forte raison qu'il précède l'espace économique.

A l'heure où nos chroniqueurs annoncent une humanité réunie dans un "grand village planétaire" et prédisent la "fin des idéologies", voire de l'histoire, des territoires et par incidence de la géographie, ces interrogations risquent de paraître d'un autre âge. Mais la mondialisation est porteuse de paradoxes, elle exprime peut-être moins la "fin des territoires" qu'une crise annonçant la naissance de nouveaux territoires.

## **La crise des territoires**

Comme l'explique Bertrand Badie, les diasporas et les nouveaux réseaux transnationaux qui parcourent le monde, cisailent les espaces "stato-nationaux" et les rendent de plus en plus dysfonctionnels et anormaux. Mais l'accroissement de la mobilité tout comme l'affaiblissement de la fonction "westphalienne" du territoire (voir Bertrand Badie dans ce même numéro), historiquement datée et peut-être en partie politiquement dépassée, n'ont cependant pas dépouillé le territoire de toutes ses significations ou de ses nécessités. Dans le monde d'aujourd'hui le besoin en subsiste toujours, mais il peut prendre des formes diverses et répondre à des fonctions multiples

Le territoire, défini comme une forme d'enracinement et d'attachement aux lieux, n'est d'ailleurs pas un attribut exclusif des sociétés enracinées et sédentaires. Il est, tout autant, au cœur des représentations que les peuples mobiles et les diasporas ont de leur espace. Les rapports entre l'État et les sociétés nomades sont conflictuels et difficiles, parce que, pour celles-ci, l'espace se mesure plus en termes de durée qu'en termes d'étendue. L'importance des réseaux et des lieux,

des distances qui s'expriment en jours de marche, en "nombre de lunes" ou en saisons, traduisent une autre lecture de l'espace et du temps. Qu'il s'agisse des grands peuples navigateurs d'autrefois, comme les Polynésiens qui se représentaient le monde comme un réseau d'îles-lieux égrenées le long des routes maritimes, ou qu'il s'agisse aujourd'hui des pasteurs Touaregs ou des gitans d'Europe, les peuples mobiles se jouent des frontières marquées dans l'espace par les peuples sédentaires. L'existence de ces frontières ne signifie pas seulement une division spatiale du territoire, elles expriment un certain rapport au territoire, une autre vision du monde, de la morale et du droit que celle des sociétés faisant de la mobilité un système de vie.

La mobilité n'est, du reste, pas toujours un choix ou l'expression d'un "genre de vie" hérité de la tradition. Elle peut représenter une stratégie de survie pour des populations que les crises écologiques et économiques conduisent sur le chemin du départ. Ces populations perçoivent les frontières tantôt comme des obstacles, tantôt, au contraire, comme des lieux d'attraction nouvelle. Pour les Chicanos mexicains, comme pour les groupes marchands qui mettent à profit la diversité des régimes douaniers, la frontière, moteur de leur activité économique, devient le centre de nouveaux territoires.

Mais ces nouvelles configurations spatiales, nées de frontières devenues lignes d'échanges et non plus de fermeture, peuvent faire naître de nouvelles tensions. Les guerres civiles, les conflits ethniques ou religieux provoquent des mouvements de population qui, en termes quantitatifs, n'ont pas de précédent dans l'histoire de l'humanité. Ces crises posent clairement un problème de territorialité dans la mesure où elles créent la pire des exclusions, le déracinement par l'exil. La mémoire et le culte du territoire perdu deviennent alors la trame même du lien social. Les dizaines de millions de personnes réfugiées sur les lignes-frontières ou "déplacées" rappellent que les exodes d'aujourd'hui seront peut-être les diasporas de demain.

## La résonance des frontières

Alors que le mondialisme paraît stimuler *a contrario* le retour en force du local, le phénomène de résonance des frontières, qui en soi n'est pas un fait nouveau, semble prendre une importance qu'il était encore difficile d'imaginer il y a peu. La mondialisation bute en effet sur la dislocation des "empires", résultat de la multiplication des aspirations séparatistes annonçant de nouvelles divisions du monde. Dans ce contexte, la frontière est, plus que jamais un espace à part et un espace en soi, où de part et d'autre, les événements se font mutuellement écho.

Les multiples conflits qui affectent aujourd'hui le continent africain éclairent d'un jour nouveau le vieux débat sur la question du tracé des frontières. La période de la guerre froide a globalement

favorisé le *statu quo* car, pour l'essentiel, les conflits politiques, ethniques et religieux, qui n'ont pas manqué depuis les années soixante, se sont déroulés à l'intérieur des frontières nationales. Et durant cette période, l'Afrique a finalement beaucoup plus souffert des catastrophes climatiques et des régimes politiques installés le plus souvent par la violence, que des conflits frontaliers entre Etats voisins.

Après une bonne trentaine d'années d'indépendance, les frontières des Etats africains, héritées des divisions politico-administratives coloniales, se sont, au moins formellement, consolidées. A l'exception récente de l'Erythrée et du Somaliland (non officiellement reconnu), le dogme sacro-saint de l'intangibilité des frontières, principe fondateur de l'Organisation de l'Unité Africaine, a été largement respecté. C'est donc dans des espaces aux frontières figées et reconnues par tous, qu'est censée s'exercer l'autorité de l'Etat et que doivent être équitablement réparties les ressources, les investissements et les services.

Toutefois dans le contexte actuel d'Etat en perdition, qui caractérise une partie des pays africains, les premières régions laissées à l'abandon sont toujours les marges frontalières les plus éloignées du pouvoir central. Il s'y rajoute la "distance sociale" de groupes humains souvent culturellement minoritaires. Leur marginalisation provoque le retour en force des particularismes ethniques que les jeunes nations étaient censées gérer au mieux de l'intérêt supérieur. Au fur et à mesure que l'Etat se retire, les litiges fonciers, les conflits pour l'accès aux pâturages ou aux points d'eau et plus généralement pour l'accès aux ressources naturelles, deviennent autant de motifs d'affrontements où s'exacerbent localement les anciens clivages, les rivalités régionales ou ethniques, ou plus simplement claniques. En d'autres termes, le caractère arbitraire et artificiel des frontières africaines n'est pas directement une source de conflit, il est seulement mis en pleine lumière par la crise de légitimité du pouvoir central et, à ce titre, il représente une menace supplémentaire de pulvérisation des Etats. Dans ces circonstances, les communautés ethniques vivant sur les marges des Etats ont tôt fait de se souvenir, si tant est qu'elles aient pu l'oublier, que la frontière est une invention étrangère, qu'elles peuvent certes exploiter, mais qui ne remet pas en cause les solidarités culturelles autrement plus anciennes qui les lient de part et d'autre. En fin de compte, les territoires culturels qui surgissent à nouveau le font avec d'autant plus de force qu'ils sont "transfrontaliers".

Par sa seule existence, la frontière permet à des centaines de milliers de personnes, "vrais" réfugiés d'un conflit ou combattants vaincus mais toujours armés, de bénéficier de la protection de la "communauté internationale" et de son assistance humanitaire, dans un pays limitrophe. La seule marge de manœuvre du pouvoir central du pays d'accueil concerné réside dans le choix de la région d'installation des camps de réfugiés. On autorisera cette installation dans des régions marginales dont on n'a que faire, mais on l'interdira partout où elle

pourrait faire obstacle à des activités économiques ou touristiques lucratives.

Dans ce contexte, le véritable accueil est bien souvent celui, spontané ou non, que donnent les populations locales sur le territoire desquelles l'installation des réfugiés a été tolérée par un pouvoir central indifférent ou contraint. En fait, les réfugiés s'imposent d'autant plus qu'ils sont nombreux et n'ont plus rien à perdre. Si le territoire est la richesse des pauvres, ce sont les plus pauvres qui doivent encore partager leurs maigres ressources.

Dans les aires d'accueil, plusieurs logiques territoriales s'affrontent. Celle de la géopolitique internationale, fondée sur le principe du respect des frontières s'impose à celle, toute pragmatique, d'un pouvoir national qui voit son autorité sur le territoire s'affaiblir. Les espaces incertains qui en résultent deviennent des sanctuaires rêvés pour toutes sortes de troupes armées. Dans ce contexte, la logique de survie des réfugiés – lorsqu'ils ne sont pas sur les routes de l'errance – se mesure aux quelques mètres carrés, au besoin chèrement défendus, d'une hutte de branchages. Quant aux sociétés locales, elles voient leurs territoires envahis, leur économie bouleversée et leurs règles sociales et politiques mises à mal par ces germes de chaos. On sait comment ce type de situation inextricable a conduit certains pays, par exemple le Liban, à la plus meurtrière des guerres civiles... ou à des situations inextricables, comme dans la région de Kivu dans l'Est du Zaïre, où la spirale de l'interminable guerre civile se double d'un conflit frontalier dramatique.

On est bien obligé de constater que le principe de l'intangibilité du tracé des frontières, vidé de son sens par la crise dramatique de l'Etat, apparaîtrait trop souvent comme une incantation dépassée, héritée de la guerre froide. Mais inversement, il n'est pas sûr que le rêve d'un "monde ouvert" fondé sur l'expansionnisme d'un libre-marché, indifférent aux frontières dès lors qu'elles n'entravent pas la circulation des flux, puisse mieux régler les conflits de territoire et prévenir ceux qui couvent. Là où le consensus international semblait avoir figé la carte du monde, la résonance des frontières, une nouvelle fois, ouvre la voie à tous les possibles.

### **Le territoire comme lieu du cœur**

L'homme aurait donc besoin de territoire. Dans les sociétés paysannes préindustrielles, comme dans le monde "premier" des chasseurs-cueilleurs ou des "peuples pêcheurs", le territoire ne se définit pas par un principe matériel d'appropriation, mais par un principe culturel d'identification, ou si l'on préfère d'appartenance. Ce principe explique l'intensité de la relation au territoire. Il ne peut être perçu seulement comme une possession ou comme une entité extérieure à la société qui l'habite. C'est une parcelle d'identité, source d'une relation

d'essence affective, voire amoureuse à l'espace. On appartient à un territoire, on ne le possède pas, on le garde, on l'habite, on s'en imprègne. Les vivants ne sont d'ailleurs pas les seuls à occuper le territoire, la présence des morts le marque à tout jamais du signe du sacré. En bref, le territoire ne ressort pas simplement de la fonction ou de l'*avoir*, mais de l'*être*. Oublier ce principe spirituel et non pas matériel, c'est s'exposer à ne pas comprendre la violence tragique de bien des luttes et des conflits qui déchirent le monde d'aujourd'hui : perdre son territoire, c'est disparaître.

La leçon des sociétés traditionnelles nous apprend aussi que ce ne sont pas nécessairement les centres politiques du territoire qui comptent le plus, ni même le dessin des frontières, mais les géosymboles ou lieux-cœurs qui donnent du sens à leur rapport au monde. Ce principe explique l'intensité de la relation à la terre. Le territoire est un constructeur d'identité, peut-être le plus efficace de tous.

L'idée selon laquelle le territoire est une réalité d'abord culturelle ne signifie pas, pour autant, qu'il n'y ait pas de fonction "objective" assumée par les territoires, mais qu'elle varie selon les époques et les systèmes d'organisation politiques, tout comme par ses formes géographiques (voir D. Guillaud dans le même numéro). Le territoire peut être même un lieu de rêve permanent autant et plus qu'un lieu de vie, comme c'est le cas, par exemple, de toutes ces diasporas qui se saluent depuis des siècles en parodiant la phrase des Juifs de l'exil : "L'an prochain à Jérusalem". Le territoire peut aussi n'être qu'un cheminement, une nébuleuse de lieux réunis par des pistes d'errance comme dans les territoires aborigènes décrits par Bruce Chatwin (1988) ou encore un simple réseau de pâturages comme dans les territoires touaregs étudiés par Edmond Bernus (1981). Ce peut être enfin, comme dans l'Océanie pré-européenne, un lieu-fondateur d'où part en étoile un réseau de routes de pirogue qui dessinent un territoire d'alliance aux formes réticulées (Bonnemaison, 1986, 1996). Dans toutes ces cultures prémodernes ou d'exil, le territoire est un cœur avant d'être une frontière. C'est une qualité de relation émotive qui réunit ceux qui partagent la même représentation de l'espace. Dans ce sens, c'est assurément un lien culturel qui a été vécu comme tel durant des millénaires et encore plus souvent qu'on ne le croit, qui l'est toujours aujourd'hui.

A la fois lieu et Lien, frontière et cœur, le territoire d'identité renvoie à l'altérité. Le regard que l'on porte sur les sociétés "premières" nous apprend qu'en définitive, le territoire n'engendre de conflit – mais ils sont alors irréductibles – que si l'on ne respecte pas ses préséances et ses règles. Dans bien des sociétés rurales ou "coutumières", l'hospitalité, l'accueil de l'étranger sont, en revanche, ne l'oublions pas, des valeurs sacrées.

Pour certains auteurs, le territoire reposerait sur un sentiment primaire, une pulsion complexe et profonde, qui enfermerait l'humanité dans des frontières, comme dans des "prisons". Pour d'autres, la profondeur de cet enfermement peut, au contraire, être source de poésie



et délivrer un supplément de sens. L'attachement à des lieux, à des territoires, se réalise par des racines qui créent un lien au monde, au cosmos et, par delà les idéologies ou l'intérêt individuel, à l'universel. Luc Bureau (1971, p. 16-17), géographe québécois, écrit joliment à propos de la relation entre les hommes et les lieux, qu'elle est d'abord une résonance :

"L'homme et ses lieux ne sont donc rien d'autre qu'une série de résonances. Les lieux se nourrissent des empreintes de l'homme, et ce dernier est habité par les lieux. Le principe de la séparation de l'homme avec son environnement - sa terre, son pays, son milieu - n'est qu'un préjugé, le pire de tous..... Il me plaît de penser que la terre et l'homme forment un tout indissociable, qu'on ne peut saisir l'un sans l'autre. Il y a quelque chose de très animal là-dedans, mais en même temps de superbement élevé, ouvrant l'esprit au poétique, au sacré et à l'infini".

Et c'est bien la perspective de la géographie culturelle que de voir dans le territoire une terre et une image inextricablement liées, une frontière tout autant qu'un lieu fondateur d'identité collective. Il y a dans le territoire humain quelque chose de poétique, d'éthique et presque toujours d'esthétique qui frôle ou plonge dans le sacré. Les géosymboles célèbrent la magnificence des commencements. Ils expriment leurs messages par le rite, tout comme le rite s'incarne dans des lieux qui deviennent eux-mêmes des objets de rite et de pèlerinage, et par là, des liens unificateurs qui construisent les communautés humaines.

L'histoire comme la géographie enseignent que l'attachement des nations, des peuples et des groupes culturels à leur territoire représente une donnée sans doute indépassable de l'expérience humaine. L'universalité nouvelle des flux et des échanges, l'émergence du marché planétaire ou des réseaux ne feront pas disparaître les liens historiques et culturels antérieurs. Ils peuvent les voiler temporairement, mais ils ne les dissolvent pas. De même, l'émergence d'une économie-Monde ne signifie pas non plus que nous allions vers une homogénéisation culturelle irréversible du "village planétaire". Tout semble même prouver que l'humanité en est loin, que l'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore.

La guerre froide gelait le système-Monde, renforçait le principe de l'intangibilité du tracé des frontières et consacrait la règle de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. La chute des murs a fait voler en éclat le *statu quo ante*. Partout, dans le monde, resurgissent aujourd'hui des rivalités anciennes ou nouvelles qui opposent les nations entre elles ou bien à l'intérieur de celles-ci, les diverses communautés qui les composent. A l'intérieur des frontières du bloc soviétique, on réalise avec stupeur, pour l'avoir trop vite oublié, qu'un empire ne fonde pas une nation. Depuis, apparaît au grand jour la résilience insoupçonnée des réalités culturelles, religieuses et ethniques. Passé le temps des idéologies à vocation universelle qui, pensait-on, allaient uniformiser le monde en gommant la diversité des cultures, surgit le poids des spécificités locales

et régionales qui remettent à l'ordre du jour la force du lien entre identité et territoire. Elles menacent clairement l'intégrité territoriale des Etats, et plus loin, l'ordre mondial tout court.

### L'ultime enjeu

Certains Etats et régimes politiques ont bien compris ce danger. Ils cherchent à effacer de la carte les formes incontrôlées de territorialités. On pense bien sûr aux systèmes politiques qui, arrivés au pouvoir par la violence, se font un devoir de faire table rase du passé. Cela passe le plus souvent par la mise en place d'un nouveau maillage politique de l'espace. Mais, comme si c'était insuffisant, cela s'accompagne de la destruction systématique des lieux et d'un bouleversement radical du paysage. Les exemples abondent; des pyramides aztèques rasées par les conquistadors, au changement radical de la toponymie survenu, au Mexique, après la Révolution de 1910 (Cambrézy, 1994); de la destruction du vieux Bucarest par Ceausescu à celle des lieux de culte en URSS ou des mosquées en Bosnie... Toutes ces actions, réformes foncières et réformes agraires comprises, ont profondément bouleversé les formes antérieures d'attachement au territoire et, au-delà, les fondations spatiales des identités. En faisant disparaître les territoires de l'ancienne culture au nom d'un "homme nouveau", quelle que soit les intentions ou les idéologies affichées, ce sont toujours des identités gênantes que l'on cherche à éliminer. L'une des meilleures façons de tuer l'identité d'un peuple, c'est sans doute de l'atteindre dans son lien territorial. Mais faut-il aller si loin de chez nous ?

Dans nos sociétés d'Occident, l'urbanisation, les exigences économiques, l'Etat lui-même, contribuent à annihiler et à neutraliser toute forme non folklorique de particularisme identitaire. L'immense vague mondialiste pourrait d'ailleurs expliquer, en réaction, la soif d'histoire, valeur refuge s'il en est, qui semble s'emparer de la société française. L'explosion du tourisme vert, l'inflation de mises en scènes commémoratives, d'écomusées et de musées régionaux représentent autant d'indices de cette permanente contradiction entre le global et le local, le Monde et le territoire. Le besoin de racines, d'une appartenance à des lieux, à une localité, exprime le désir de donner du sens au territoire et de revendiquer une certaine autonomie, face à ce qui est ressenti comme un nouveau mondialisme culturel.

Dans d'autres contextes géopolitiques, en Afrique ou en Océanie notamment, la propriété privée qui, sous la pression de l'Etat et des bailleurs de fond internationaux, tend à se généraliser quasiment de force, alors qu'elle était inconnue jusqu'ici, constitue une autre forme de la violence du système économique mondial, dont l'Etat moderne se fait le porte-parole et le docile instrument.

Ainsi, d'un côté, les multiples visions de la territorialité mettent-elles définitivement à mal la "vision cartésienne" moderne et somme toute rassurante d'un espace fondé sur "l'idéologie géographique", c'est-à-dire hiérarchisé, mesurable, organisé par des centres et borné par des frontières étatiques et supra-étatiques. De l'autre, on s'interroge sur l'existence d'autres "lois", qui commanderaient les rapports des sociétés à leur territoire. Le sacro-saint modèle centre-périphérie qui serait la grande loi de l'organisation de l'espace géographique, n'est-il pas en voie d'être dépassé par des modèles réticulés qui préfigurent l'organisation des espaces de demain ? Dans cette nouvelle perspective, quel statut accorder au territoire ?

S'il s'agit véritablement d'un impératif culturel, l'existence d'identités non-territoriales est-elle envisageable ? Le territoire moderne ne peut-il pas être, lui aussi, porteur d'altérité, en particulier lorsque la coexistence dans un lieu devient à la fois facteur d'identité et d'ouverture sur le monde ? En allant plus loin dans cette voie, que deviennent les identités ethniques locales au regard d'une identité universelle globale ? Toutes ces questions restent ouvertes et ouvrent des pistes de réflexion aux chercheurs. Ce sont celles d'aujourd'hui et de demain. Mais, bien qu'essentiellles, elles sont souvent évacuées, comme si l'on s'en méfiait. Peut-être la raison tient-elle au fait qu'elles ont été jusqu'à présent exposées en termes d'idéologie spatiale normative plus qu'en tant qu'éléments d'analyse permettant une lecture du réel, ce qui a obscurci le débat avant même qu'il ne soit engagé.

On peut annoncer l'avènement d'un "village planétaire", c'est-à-dire d'un ordre mondial supérieur et considérer comme dépassée la fonction du territoire, dont l'idée même serait porteuse de repli identitaire pouvant provoquer des conflits et des exclusions. Mais au sens où nous l'entendons ici, c'est-à-dire d'un espace culturel d'appartenance, empreint de sens, nourri de géosymboles et riche de mémoire, le territoire est une donnée incontournable de l'expérience humaine, conviviale plus que conflictuelle, inscrite dans le temps et dans l'espace et dont nul ne peut s'affranchir. Qu'il soit prison ou jardin, malheur ou bonheur, ou tour à tour l'un et l'autre, l'ambivalence du territoire ne doit pas faire méconnaître ou négliger sa réalité. Il représente l'enjeu ultime pour la diversité culturelle du monde, la souplesse et la diversité des institutions politiques, la vie des identités locales et l'autonomie des lieux et des groupes face à la toujours possible dictature d'un ordre mondial dicté par un éventuel *Big Brother* supranational qui, sous prétexte de mieux organiser et faciliter la circulation des flux et des réseaux, mettrait fin aux territoires des peuples et des nations. En somme, l'existence du territoire reste dans l'actuel système-Monde, le gage ultime de la liberté des cultures et ce qui représente peut-être sa dernière sagesse...

## Bibliographie

- ADISA, J., 1996, *The Comfort of the Strangers. The Impact of Rwandan Refugees on Neighbouring Countries*, Ibadan, UNCHS/IFRA, 101 p.
- BADIE, B., 1995, *La fin des territoires. Essai sur le désordre, international et sur l'utilité du respect*, Paris, Fayard.
- BERNUS, E., 1981, *Touaregs nigériens. Unité culturelle et diversité régionale d'un peuple pasteur*, Paris, Orstom.
- BERQUE, A., 1996, *Etre humains sur la terre*, Paris, Gallimard.
- BONNEMAISON, J., 1986, *La dernière île*, Paris, ORSTOM-Arléa.
- BONNEMAISON, J., 1992, "Le territoire enchanté. Croyances et territorialités en Mélanésie", *Géographie et Cultures*, n° 3.
- BONNEMAISON, J., 1996, *Gens de pirogue et gens de la terre*, Paris, Orstom
- BUREAU, L., 1971, *La terre et moi*, Montréal, Boréal
- BRUCKNER, P., 1992, *Le vertige de Babel. Cosmopolitisme ou mondialisme*, Paris, Arléa.
- BRUNET, R., 1990, *Le territoire dans les turbulences*, "Géographiques", Montpellier, Reclus.
- DUBRESSON, A., J-Y. MARCHAL et J-P RAISON, 1994, Les Afriques au sud du Sahara, (sous la dir. de R. Brunet) in *Géographie Universelle*, Paris, Belin-Reclus, 480 p.
- CAMBREZY, L., 1994, "L'interminable conquête ou l'histoire d'un Etat propriétaire", *Géographie et Cultures*, n° 10.
- CHATWIN, B., 1988, *Le chant des pistes*, Paris, Grasset.
- CLAVAL, P., 1993, *La géographie au temps de la chute des murs*, Paris, L'Harmattan.
- CLAVAL, P., 1995, *La géographie culturelle*, Paris, Nathan.
- LACOSTE, Y., 1994, *Dictionnaire de Géopolitique*, Paris, Flammarion
- LE BERRE, M.Y., 1992, "Territoires", *Encyclopédie de Géographie*, A. Bailly, R. Ferras et D.Pumain ( sous la direction de), *Economica*, Paris
- SAUTTER, G., 1982, *Quelques réflexions sur les frontières africaines*, Paris, Pluriel, p. 1-9.
- SAUTTER, G., 1985, "La géographie comme idéologie ?" *Cahiers de Géographie du Québec*, (29, 77).
- SIMON, G., 1995, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Paris, P.U.F., 429 p.
- SIMON, G., 1995, *Les réfugiés dans le monde*, Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés, Paris, La découverte, 264 p.

Bonnemaison Joël, Cambrézy Luc (1996)

Le lien territorial entre frontières et identités

In : Bonnemaison Joël (ed.), Cambrézy Luc (ed.),  
Bourgeois Laurence (ed.). Le territoire. *Géographie et  
Cultures*, (20), p. 7-18

Territoire, Lien ou Frontière : Identités, Conflits  
Ethniques, Enjeux et Recompositions Territoriales, Paris  
(FRA), 1995/10/2-3-4

ISBN 2-7384-4955-7

ISSN 1165-0354